



CHAPITRE 162

LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

CHAPTER 162

AN ACT RESPECTING PROFESSIONAL SYNDICATES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des syndicats professionnels*.
S. R. 1925, c. 255, a. 1.

1. This act may be cited as the *Short Professional Syndicates' Act*. R. S. 1925, title.
c. 255, s. 1.

SECTION I

CONSTITUTION ET POUVOIRS

Constitution.

2. 1. Vingt personnes ou plus exerçant la même profession, le même emploi, des métiers similaires, se livrant à des travaux connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, peuvent faire et signer une déclaration constatant leur intention de se constituer en association ou syndicat professionnel.

2. Cette déclaration doit indiquer:

a) Le nom de l'association;

b) Son objet;

c) Les noms, prénoms et adresses des premiers directeurs, au nombre de trois au moins et de neuf au plus, et les noms, prénoms et adresses des personnes qui doivent en être le premier président et le premier secrétaire;

d) La localité où elle aura son siège principal.

Requête.

3. Il est loisible au secrétaire de la province; sur requête accompagnée de la déclaration et des statuts de l'association, d'approuver tels statuts et d'autoriser la constitution des signataires de la déclaration et de ceux qui s'adjoindront ou qui leur succéderont, en association ou syndicat professionnel.

Avis.

4. Avis que l'autorisation a été accordée doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de*

DIVISION I

CONSTITUTION AND POWERS

2. 1. Twenty persons or more engaged in the same profession, the same employment or in similar trades, or doing correlated work having for object the establishing of a determined product, may make and sign a memorandum setting forth their intention of forming an association or professional syndicate.

2. Such memorandum shall indicate:

a. The name of the association;

b. Its object;

c. The names in full and addresses of the first directors, to the number of three at least and not more than nine, and the names in full and addresses of the persons to be the first president and the first secretary;

d. The site of its principal place of business.

3. The Provincial Secretary may, upon a petition accompanied by the memorandum and the by-laws of the association, approve such by-laws and authorize the incorporation of the signers of the memorandum and of those who may join or succeed to them, as an association or professional syndicate.

4. Notice that the authorization has been granted must be published by the Provincial Secretary in the *Quebec Official*

Procedure for incorporation.

Memorandum of association.

Petition.

Notice.

| | | |
|---|--|---|
| | <i>Québec</i> , suivant la formule 1 de la présente loi, et déposé par les requérants, après telle publication, au greffe de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de l'association; et, à compter de cette publication et de ce dépôt, l'association est constituée en corporation et jouit de la personnalité civile. | <i>Gazette</i> , as in form 1, and deposited by the petitioners, after such publication, in the office of the Superior Court of the district where the association's place of business is situated; and, after such publication and deposit, the association shall constitute a corporation, enjoying civil rights. |
| Dépôt. | | |
| Frais. | 5. La publication, le dépôt et l'enregistrement de l'avis requis par le présent article sont aux frais de l'association. | 5. The publication, deposit and registration of the notice required by this section shall be effected at the cost of the association. Costs. |
| Change-ments. | 6. Tout changement des statuts doit, avant d'entrer en vigueur, être aussi déposé chez le secrétaire de la province et approuvé par le secrétaire de la province. | 6. Changes in the by-laws must also, before coming into force, be deposited with the Provincial Secretary and approved by the latter. Changes in by-laws. |
| Restriction. | 7. Les statuts ne peuvent déroger aux lois et ils ne doivent contenir rien de contraire à l'ordre public. | 7. The by-laws shall not derogate from the law, and must not contain anything contrary to public order. Restrictions. |
| Disposi-tions obli-gatoires dans les statuts. | 8. Les statuts doivent: a) prévoir au moins une assemblée générale des membres par trimestre; b) obliger les officiers, délégués ou chargés d'affaires à présenter aux membres un rapport de leurs activités au moins une fois par année; c) imposer à chaque membre une cotisation annuelle à la caisse d'administration d'au moins un dollar par année; d) décréter que le défaut de paiement de cette cotisation pendant une période d'un an au plus entraîne automatiquement la déchéance du droit d'être membre du syndicat; e) régler que le procès-verbal de chaque assemblée doit être rédigé sans délai et approuvé séance tenante, ou, au plus tard, à la séance suivante. S. R. 1925, c. 255, a. 2; 1 Geo. VI, c. 51, a. 19; 5 Geo. VI, c. 59, a. 1. | 8. The by-laws shall: a. provide for at least one general meeting of the members every three months; b. oblige the officers, delegates or deputies to submit a report of their activities to the members, at least once a year; c. impose upon every member an annual assessment for the administration fund of at least one dollar per year; d. order that the failure to pay such assessment for a period not exceeding one year automatically entails forfeiture of the right of membership in the syndicate; e. rule that the minutes of every meeting must be drawn up forth with and be approved during the meeting or, at latest, at the following meeting. R. S. 1925, c. 255, s. 2; 1 Geo. VI, c. 51, s. 19; 5 Geo. VI, c. 59, s. 1. Obligatory provisions of by-laws. |
| Objet. | 3. Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession. S. R. 1925, c. 255, a. 3. | 3. Professional syndicates shall have exclusively for object the duty, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession. R. S. 1925, c. 255, s. 3. Object. |
| Mineurs et femmes. | 4. Le mineur âgé de seize ans et la femme mariée, sauf opposition de son mari, peuvent faire partie d'un syndicat professionnel. S. R. 1925, c. 255, a. 4. | 4. Minors of sixteen years of age and married women, except when the husband's object, may be members of a professional syndicate. R. S. 1925, c. 255, s. 4. Minors, women. |
| Nationalité. | 5. Seuls les sujets britanniques peuvent faire partie de la direction des syn- | 5. Only British subjects may compose the directorate of professional syndicates. Nationality |

dicats professionnels. Nul syndicat ne peut se constituer à moins que les deux tiers de ses membres ne soient des sujets britanniques.

No syndicate may be constituted unless two-thirds of its members are British subjects.

Dissolu-
tion.

L'admission d'aubains dans un syndicat en nombre excédant le tiers de ses membres, entraîne la dissolution de ce syndicat.

The admission of foreigners to a syndi-
cate, in excess of one-third of its members,
shall involve the dissolution of such
syndicate.

Dissolu-
tion.

Idem.

La réduction à moins de vingt du nombre des membres en règle du syndicat en entraîne également, de plein droit, la dissolution.

The reduction of the number of mem-
bers of the syndicate in good standing to
less than twenty shall also involve the
dissolution of such syndicate, *pleno jure*.

Idem.

Corpora-
tions peu-
vent être
membres.

Les corporations peuvent être membres de syndicats professionnels d'employeurs d'un commerce ou d'une industrie qu'elles exercent; elles y sont représentées par un délégué nommé en la manière en laquelle un acte de simple administration peut être accompli. S. R. 1925, c. 255, a. 5; 5 Geo. VI, c. 59, a. 2.

Corporations may be members of pro-
fessional syndicates of employers in any
business or industry which they carry on;
they shall each be represented therein by
a delegate appointed in the manner in
which an act of simple administration
may be performed. R. S. 1925, c. 255,
s. 5; 5 Geo. VI, c. 59, s. 2.

Corpora-
tions may
be mem-
bers.

Pouvoirs.

6. Les syndicats professionnels ont le droit d'ester en justice et d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles et les immeubles propres à leurs fins particulières.

6. Professional syndicates may appear
before the courts and acquire, by gratui-
tous or onerous title, moveable and im-
moveable property suited to their particu-
lar objects.

Powers
of the
syndi-
cate.

Sujet aux lois en vigueur, ils jouissent de tous les pouvoirs nécessaires à la poursuite de leur objet et ils peuvent notamment:

They shall, subject to existing laws,
enjoy all necessary powers for the attain-
ment of their object, and may, in particular:

1° Etablir et administrer des caisses spéciales d'indemnités aux héritiers ou bénéficiaires des membres defunts, ou aux membres au décès de leurs conjoints, des caisses spéciales de retraite, de secours en cas de maladie, de chômage, ou autres caisses de même nature, qui doivent être régies exclusivement par les statuts approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et aux conditions que prévoit l'arrêté en conseil approuvant ces statuts;

1. Establish and administer special in-
demnity funds for the heirs or beneficiaries
of deceased members, or for the members
on the decease of their consorts and
special funds for superannuation, assis-
tance in case of illness, unemployment, or
other funds of a similar nature, which
shall be governed exclusively by the by-
laws approved by the Lieutenant-Gov-
ernor-in-Council and subject to the condi-
tions provided for by the Order-in-
Council approving such by-laws;

2° Affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique et hygiène;

2. Devote a part of their resources to the
erection of cheap dwellings and the pur-
chase of grounds for workmens' gardens,
and physical and hygienic training;

3° Créer et administrer des bureaux de renseignements pour les offres et les demandes de travail;

3. Establish and administer informa-
tion bureaux for offers of and applications
for work;

4° Créer, administrer et subventionner des oeuvres professionnelles, telles que institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, oeuvres d'éducation scientifique, agricole

4. Establish, administer and subsidize
professional undertakings, such as pro-
fessional provident institutions, labora-
tories, experimental fields, scientific, agri-
cultural and social training undertakings,

et sociale, cours et publications intéressant la profession;

5° Subventionner et aider des sociétés coopératives de production et de consommation;

6° Acheter pour les revendre, louer, prêter ou répartir entre leurs membres, tous les objets nécessaires au soutien de leur famille, à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires;

7° Prêter leur entremise pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations syndiquées; faciliter cette vente par expositions, annonces, groupement de commandes et d'expédition;

8° Déposer leur marque ou label;

9° Passer avec tous autres syndicats, sociétés, entreprises ou personnes les contrats ou conventions relatives à la poursuite de leur objet et spécialement ceux visant les conditions collectives du travail.

10° Exercer devant toutes cours de justice tous les droits appartenant à leurs membres, relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent. S. R. 1925, c. 255, a. 6; 21 Geo. V, c. 98, a. 1; 22 Geo. V, c. 87, a. 1.

Change-
ment de
nom.

7. Lorsqu'un syndicat désire changer son nom, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur preuve jugée par lui suffisante, que cette demande de changement de nom n'est pas faite dans un but illégitime, peut autoriser le changement de nom demandé dans la requête adressée au secrétaire de la province par le syndicat. S. R. 1925, c. 255, a. 6a; 19 Geo. V, c. 70, a. 1.

Avis.

8. Le secrétaire de la province, aussitôt l'autorisation accordée, en donne avis par une insertion dans la *Gazette officielle de Québec* suivant la formule 2. Sujet à cette publication, mais à compter de la date de l'autorisation, le syndicat est désigné sous le nouveau nom mentionné dans cette autorisation. S. R. 1925, c. 255, a. 6b; 19 Geo. V, c. 70, a. 1.

Effet.

9. Aucun changement de nom fait en vertu des articles 7 et 8 n'apporte de

lectures et publications of interest to the profession;

5. Subsidize and assist cooperative associations for production and consumption;

6. Purchase to resell, lease, lend or distribute, amongst their members, all necessities for the maintenance of a family, for the exercise of their profession, raw materials, tools, instruments, machines, fertilizers, seeds, plants, animals and alimentary substances;

7. Lend their services for the sale of products derived solely from personal labour or from syndical operations; assist such sale by exhibitions, advertising, grouping of orders and of shipment;

8. Deposit their mark or label;

9. Enter into contracts or agreements with all other syndicates, societies, undertakings or persons, respecting the attainment of their objects and particularly such as relate to the collective conditions of labour.

10. Exercise before any court of law, all the rights of their members with respect to acts directly or indirectly prejudicial to the collective interest of the profession which they represent. R. S. 1925, c. 255, s. 6; 21 Geo. V, c. 98, s. 1; 22 Geo. V, c. 87, s. 1.

7. When a syndicate wishes to change its name, the Lieutenant-Governor in Council may, on evidence, deemed by him sufficient, that such request to change the name is not made for an unlawful purpose authorize the change of name prayed for in the petition addressed to the Provincial Secretary by the syndicate. R. S. 1925, c. 255, s. 6a; 19 Geo. V, c. 70, s. 1.

8. The Provincial Secretary, as soon as the authorization is granted, shall give notice thereof in the *Quebec Official Gazette*, as in form 2. Subject to such publication, but from the date of the authorization, the syndicate shall be designated under the new name mentioned in the authorization. R. S. 1925, c. 255, s. 6b; 19 Geo. V, c. 70, s. 1.

9. No change of name effected under sections 7 and 8 shall alter the rights and

modification aux droits et obligations du syndicat; et les procédures qui auraient pu être commencées ou continuées par ou contre le syndicat sous son premier nom peuvent l'être par ou contre lui sous son nouveau nom. S. R. 1925, c. 255, a. 6c; 19 Geo. V, c. 70, a. 1.

obligations of the syndicate; and proceedings which might have been commenced or continued by or against the syndicate under its former name may be commenced or continued by or against it under its new name. R. S. 1925, c. 255, s. 6c; 19 Geo. V, c. 70, s. 1.

Compta-
bilité et
caisses
spéciales.

10. Les syndicats, établis en vertu de la présente loi, doivent tenir et diviser leur comptabilité de manière que chaque genre de services et avantages accordés aux sociétaires puisse être administré séparément et faire l'objet de caisses ou fonds distincts. S. R. 1925, c. 255, a. 7.

10. Every syndicate formed under this Act shall keep and divide its accounts so that each kind of service and benefit accorded to the members may be separately administered, and the fund or cash therefor be kept distinct. R. S. 1925, c. 255, s. 7.

Fonds
général.

11. Outre les caisses spéciales, il doit être établi une caisse pour les frais généraux du syndicat. S. R. 1925, c. 255, a. 8.

11. In addition to the special funds, General a fund must be established for the general expenses of the syndicate. R. S. 1925, c. 255, s. 8.

Liquida-
tion des
caisses
spéciales.

12. Chaque fois qu'une caisse spéciale cesse de se supporter, elle peut être liquidée volontairement ou en justice sans affecter la personnalité civile du syndicat. S. R. 1925, c. 255, a. 9.

12. When a specified fund ceases to be self-supporting, it may be voluntarily or judicially liquidated without affecting the civil existence of the syndicate. R. S. 1925, c. 255, s. 9.

Dettes
des caisses
spéciales.

13. A l'égard des sociétaires entre eux les caisses spéciales ne sont tenues qu'à leurs propres dettes, sauf dans le cas de liquidation générale, alors que toutes les caisses, leurs dettes particulières étant payées, sont versées au fonds général du syndicat. S. R. 1925, c. 255, a. 10.

13. As between members, special funds shall only be liable for their own debts except in a general liquidation when all the funds, after their particular debts have been paid, shall be turned into the general fund of the syndicate. R. S. 1925, c. 255, s. 10.

Insaisis-
sabilité.

14. Sont insaisissables les fonds des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite, sauf pour le paiement des rentes et secours auxquels peut avoir droit un membre du syndicat. S. R. 1925, c. 255, a. 11.

14. The funds of the special mutual benefit and pension accounts shall be unseizable, save for the payment of the annuities and benefits to which a member of the syndicate may be entitled. R. S. 1925, c. 255, s. 11.

Unions
et fédé-
rations.

15. Les syndicats professionnels, au nombre de trois et plus, peuvent se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, sociaux et moraux, et, à cette fin, être constitués en union ou fédération en suivant les dispositions de l'article 2 de la présente loi en autant qu'elles sont susceptibles d'application. La demande à cette fin est accompagnée d'une résolution de chacun des syndicats adhérents.

15. Three or more professional syndicates may concert in the study and defence of their economic, social and moral welfare, and for such purpose form a union or federation upon complying with the provisions of section 2 of this act in so far as they are applicable. The petition for such purpose shall be accompanied by a resolution of each of the adhering syndicates.

Statuts.

Les statuts de l'union ou de la fédération doivent déterminer les règles selon

The by-laws of the union or federation shall determine the rules by which the

Non-responsabilité.

lesquelles les syndicats adhérant à l'union ou à la fédération seront représentés dans le conseil d'administration ou dans les assemblées générales. Les syndicats formant partie d'une union ou d'une fédération, ne sont pas responsables des dettes de cette union ou fédération. S. R. 1925, c. 255, a. 12; 16 Geo. V, c. 62, a. 1; 5 Geo. VI, c. 59, a. 3.

Pouvoirs des unions et fédérations.

16. Les unions et fédérations de syndicats professionnels jouissent, dans leur sphère propre, de tous les droits et pouvoirs conférés par la présente loi aux syndicats professionnels et notamment de ceux prévus à l'article précédent. Elles peuvent également établir et administrer les caisses spéciales prévues au paragraphe 1^o du deuxième alinéa de l'article 6, au bénéfice des membres des syndicats adhérents, de leurs héritiers ou bénéficiaires, si ces syndicats y consentent, soit qu'ils adhèrent directement à cette union ou fédération ou qu'ils soient membres d'une union ou fédération affiliée.

Conseils de conciliation.

Elles peuvent en outre instituer des conseils de conciliation et d'arbitrage entre les syndicats, qui prononcent, à la demande des parties intéressées, des sentences sur les litiges qui leur sont soumis. Telles sentences sont soumises à la Cour supérieure pour homologation et, à partir du jugement qui les confirme, elles ont force de chose jugée et sont exécutoires en la manière prévue pour l'exécution des jugements de ladite cour. S. R. 1925, c. 255, a. 13; 21 Geo. V, c. 98, a. 2; 5 Geo. VI, c. 59, a. 4.

Retrait des membres.

17. Les membres d'un syndicat professionnel peuvent se retirer à volonté, sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation afférente aux trois mois qui suivent le retrait d'adhésion.

Non-responsabilité. Réclamation limitée.

Ils ne sont pas responsables personnellement des dettes du syndicat.

Le syndicat ne peut réclamer du membre qui cesse d'y adhérer la cotisation afférente à plus d'une année. S. R. 1925, c. 255, a. 14; 16 Geo. V, c. 62, a. 2; 5 Geo. VI, c. 59, a. 5.

Salaire stipulé.

18. Si dans un contrat il est stipulé que des ouvriers ou des membres d'un syndicat, d'une union ou d'une confédération

syndicates forming part thereof shall be represented in the administrative council or at the general meetings.

Syndicates forming part of a union or federation shall not be liable for the debts of such union or federation. R. S. 1925, c. 255, s. 12; 16 Geo. V, c. 62, s. 1; 5 Geo. VI, c. 59, s. 3.

Non-liability.

16. Unions and federations of professional syndicates shall enjoy, in their own sphere, all the rights and powers conferred by this act upon professional syndicates, and particularly those provided for in the preceding section. They may also establish and administer the special funds provided for in sub-paragraph 1 of the second paragraph of section 6, for the benefit of the members of the adhering syndicates and of their heirs or beneficiaries, if such syndicates agree thereto, whether they adhere directly to such union or federation or are members of an affiliated union or federation.

Powers of unions and federations.

They may, in addition, institute councils of conciliation and arbitration between the syndicates, which shall, at the request of the interested parties, render decisions upon the disputes submitted to them. Such decisions shall be submitted to the Superior Court for homologation, and, after the judgment confirming them, shall have the force of a final judgment and be executory in the manner provided for the execution of judgments of the said Court. R. S. 1925, c. 255, s. 13; 21 Geo. V, c. 98, s. 2; 5 Geo. VI, c. 59, s. 4.

Councils of conciliation.

17. The members of a professional syndicate may resign voluntarily, without prejudice to the syndicate's right to claim the assessment for the three months following such resignation.

Resignation of members.

They shall not be personally liable for the debts of the syndicate.

No personal liability.

The syndicate shall not claim from a member ceasing to adhere thereto the assessment with respect to more than one year. R. S. 1925, c. 255, s. 14; 16 Geo. V, c. 62, s. 2; 5 Geo. VI, c. 59, s. 5.

Claims limited.

18. If it be stipulated in any contract that workmen, or the members of a syndicate, union or federation of syndicate

Stated wage stipulated.

ration de syndicats recevront un salaire déterminé, ces ouvriers et ces membres, bien qu'ils ne soient pas partie au contrat, ont droit à la quotité du salaire qui y est déterminé, nonobstant toute renonciation à ce contraire consentie postérieurement par eux, que cette renonciation soit expresse ou implicite. S. R. 1925, c. 255, a. 14a; 21 Geo. V, c. 98, a. 3.

shall receive a stated wage, such workmen or members, although not a party to the contract, are entitled to the rate of wages therein stated, notwithstanding any renunciation thereto afterwards agreed upon by them, whether express or implied. R. S. 1925, c. 255, s. 14a; 21 Geo. V, c. 98, s. 3.

Exemption de taxe.

19. Nonobstant toute loi à ce contraire, toute corporation municipale est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, une exemption de taxe sur les immeubles appartenant à tout syndicat professionnel constitué en corporation en vertu de la présente loi ou au propriétaire de tout immeuble utilisé pour ou à l'usage de tout syndicat professionnel, aussi longtemps que lesdits immeubles seront utilisés comme salle de réunions ouvrières, bibliothèque, salle de conférences ou autres fins sociales aux conditions que ledit conseil déterminera. S. R. 1925, c. 255, a. 14b; 24 Geo. V, c. 67, a. 1.

19. Notwithstanding any law to the contrary, any municipal corporation may, by resolution of its council, grant an exemption of taxes on the immoveables belonging to any professional syndicate incorporated under this act or to the owner of any immoveable utilized for or used by any professional syndicate, as long as the said immoveables or immoveable be used as a hall for workmen's meetings or as a library or lecture hall or for other social purposes on such conditions as the said council may determine. R. S. 1925, c. 255, s. 14b; 24 Geo. V, c. 67, s. 1.

Exemption of taxes.

SECTION II

DE LA LIQUIDATION

Liquidateur.

20. En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, un ou trois liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale qui est réputée continuer d'exister pour les fins de la liquidation.

Rémunération.

Les fonctions du ou des liquidateurs sont gratuites à moins que leur rémunération n'ait été établie au préalable par l'assemblée générale.

Distribution des biens.

Les biens du syndicat sont dévolus comme suit:

a) Il est d'abord pourvu au paiement des frais de liquidation et des dettes du syndicat;

b) Les biens provenant de dons ou legs font retour, suivant les dispositions de l'acte constitutif de la libéralité, au donateur ou aux représentants légaux du donateur ou du testateur. A défaut de telles dispositions ils sont attribués à une ou plusieurs œuvres similaires ou connexes désignées par les statuts ou, à défaut, par une décision de l'assemblée générale;

DIVISION II

LIQUIDATION

20. In the case of a voluntary or judicial dissolution, one or three liquidators shall be appointed by the general meeting, which shall be deemed as continuing to exist for the purposes of the liquidation.

Liquidators.

The services of the liquidator or liquidators shall be gratuitous unless their remuneration shall have been previously fixed by the general meeting.

Remuneration.

The property of the syndicate shall be distributed as follows:

Distribution of property.

a. First, provision shall be made for payment of the costs of liquidation and of the debts of the syndicate;

b. The property derived from gifts or legacies shall be returned, in accordance with the provisions of the act creating the gift or legacy, to the donor or to the legal representatives of the donor or of the testator. Failing such provisions, they shall be handed over to one or more similar or correlated undertakings determined by the by-laws, or, failing by-laws, by the ruling of the general meeting;

c) Il est ensuite pourvu au maintien et à l'administration, en fiducie, des caisses spéciales d'indemnité établies en conformité des dispositions de l'article 6 de la présente loi;

d) La balance de l'actif doit être affectée à une ou des œuvres similaires désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 255, a. 15; 24 Geo. V, c. 67, a. 2.

c. Then, provision shall be made for the maintenance and administration, in trust, of the special indemnity funds established in accordance with section 6 of this act;

d. The remaining assets must be devoted to one or more similar undertakings designated by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 255, s. 15; 24 Geo. V, c. 67, s. 2.

SECTION III

DE LA CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL

Défini-
tion.

21. La convention collective de travail est un contrat relatif aux conditions du travail, conclu entre, d'une part, les représentants soit d'un syndicat professionnel, soit d'une union, soit d'une fédération de syndicats et, d'autre part, un ou plusieurs employeurs, ou les représentants soit d'un syndicat d'employeurs, soit d'une union, soit d'une fédération de syndicats d'employeurs.

Objet.

Peuvent faire l'objet d'une convention collective du travail, tous les engagements concernant les conditions du travail qui ne sont pas défendus par la loi. S. R. 1925, c. 255, a. 16.

Parties
liées.

22. Sont liés par la convention collective du travail:

1° Les employés et employeurs signataires, soit personnellement, soit par mandataire autorisé, de ladite convention;

2° Ceux qui, au moment où la convention est conclue, sont membres d'un groupement partie à cette convention, si, dans un délai de huit jours francs à dater du dépôt ci-après pourvu à l'article 23 de la présente loi, ils n'ont pas donné leur démission de tel groupement et s'ils ne l'ont pas notifié, par un avis écrit déposé au secrétariat de ce groupement et chez le ministre du travail de la province de Québec;

3° Ceux qui sont membres d'un groupement adhérant ultérieurement à cette convention, si, à dater de la notification de telle adhésion, ils ne se sont pas retirés de ce groupement dans les conditions et délais précisés au paragraphe 2° ci-dessus;

4° Ceux qui, postérieurement au dépôt

DIVISION III

COLLECTIVE LABOUR AGREEMENT

21. The collective labour agreement is a contract respecting labour conditions made between the representatives of a professional syndicate, or of a union, or of a federation of syndicates, on the one hand, and one or more employers, or representatives of a syndicate, union or federation of syndicates of employers, on the other hand.

Any agreement respecting the conditions of labour not prohibited by law may form the object of a collective labour agreement. R. S. 1925, c. 255, s. 16.

22. The following shall be bound by the collective labour agreement:

1. The employees and employers who signed it either personally or by authorized attorney;

2. Those who, at the time the agreement was made, are members of a group, a party to the agreement, if, within eight clear days from the deposit hereinafter provided for in section 23 of this act, they have not resigned from such group and have not deposited a written notice in the office of the secretary of the group and with the Minister of Labour of the Province of Quebec;

3. Those who are members of a group which later joins in such agreement, if, from the date of the notification of such adhesion, they have not withdrawn from the group in the manner and within the delay prescribed in the above paragraph 2;

4. Those who, after the deposit of the

de la convention, entrent dans un groupement partie à cette convention. S. R. 1925, c. 255, a. 17; 21 Geo. V, c. 19, a. 34.

agreement, join a group which was party to such agreement. R. S. 1925, c. 255, s. 17; 21 Geo. V, c. 19, s. 34.

Écrit.

23. La convention collective du travail doit être par écrit, sous peine de nullité.

23. The collective labour agreement shall be in writing, under pain of nullity.

Dépôt.

Elle ne prend effet qu'à partir du dépôt, par l'une des parties chez le ministre du travail, d'une copie authentique ou, dans le cas de sous seing privé, d'un double de l'écrit qui en arrête les dispositions. S. R. 1925, c. 255, a. 18; 21 Geo. V, c. 19, a. 29.

It shall take effect only after an authentic copy or, in the case of a private writing, after a duplicate of the writing setting forth the terms of the agreement, has been deposited, by one of the parties, with the Minister of Labour. R. S. 1925, c. 255, s. 18; 21 Geo. V, c. 19, s. 29.

Effet.

24. La convention collective de travail donne ouverture à tous les droits et recours établis par la loi pour la sanction des obligations. S. R. 1925, c. 255, a. 19.

24. The collective labour agreement shall give rise to all the rights and recourses established by the law for the enforcement of obligations. R. S. 1925, c. 255, s. 19.

Droit d'action des groupements.

25. Les groupements capables d'ester en justice qui sont parties à la convention collective du travail peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs membres, sans avoir à justifier d'une cession de créance de l'intéressé, pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer. L'intéressé peut toujours intervenir dans l'instance engagé par le groupement.

25. The groups who may appear before the courts and who are parties to the collective labour agreement may exercise all rights of action arising out of such agreement in favour of each of their members, without having to establish a transfer of claim by the person interested, provided that the latter has been advised and has not declared that he was opposed thereto. The person interested may intervene at any time in the proceedings taken by the group.

Intervention.

Lorsqu'une action née de la convention collective du travail est intentée soit par une personne, soit par un groupement, les autres groupements capables d'ester en justice, dont les membres sont liés par la convention peuvent toujours intervenir dans l'instance engagée, à raison de l'intérêt collectif que la solution du litige peut présenter pour leurs membres. S. R. 1925, c. 255, a. 20; 21 Geo. V, c. 98, a. 4.

Whenever an action arising out of the collective labour agreement is brought by a person or by a group, the other groups with authority to appear before the courts, whose members are bound by the agreement, may intervene at any time in the proceedings taken, on the grounds of the collective interest which the result of the litigation may have for their members. R. S. 1925, c. 255, s. 20; 21 Geo. V, c. 98, s. 4.

Prescription.

26. Les actions nées de la convention collective de travail, intentées soit par une personne soit par un groupement, sont prescrites par six mois.

26. Actions arising out of the collective labour agreement, brought by a person or by a group, shall be prescribed by six months.

Idem.

Celles qui ont pris naissance avant le 12 novembre 1936, ont toujours été soumises à la prescription d'une année, lorsque l'engagement était pour moins d'une année et à celle de deux ans dans tous les autres cas. S. R. 1925, c. 255, a. 21; 1 Ed. VIII (2), c. 33, a. 1.

Such actions which have arisen before the 12th of November, 1936, have always been subject to one year's prescription, where the engagement was for less than one year, and to two years' prescription in all other cases. R. S. 1925, c. 255, s. 21; 1 Ed. VIII (2), c. 33, s. 1.

FORMULES

1.—(*Article 2*)

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom
de _____ pour
a été autorisée par arrêté en conseil en
date du _____ 19 ____ .

Le siège principal de la société est à _____ .

Secrétaire de la province.

S. R. 1925, c. 255, formule 1.

2.—(*Article 8*)

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi
des syndicats professionnels, le lieutenant-
gouverneur en conseil a, le _____ jour
d' _____ 19 ____, autorisé le (*donner ici*
le nom qu'on veut changer) à changer son
nom en celui de (*donner ici le nom adopté*).

Donné au bureau du secrétaire de la
province, ce _____ jour d' _____ 19 ____ .

Secrétaire de la province.

S. R. 1925, c. 255, formule 2; 19 Geo. V,
c. 70, a. 2.

FORMS

1.—(*Section 2*)

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under
the name of _____
_____ has
for _____ been authorized by order-in-council dated
_____ 19 ____ .

The principal place of business of the
association is at _____ .

Provincial Secretary.

R. S. 1925, c. 255, form 1.

2.—(*Section 8*)

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that, under the
Professional Syndicates' Act, the Lieu-
tenant-Governor in Council has, the
_____ day of _____ 19 ____,
authorized the (*here give the name to be*
changed) to change its name to that of
(*here give the name adopted*).

Given at the office of the Provincial
Secretary this _____ day of
_____ 19 ____ .

Provincial Secretary.

R. S. 1925, c. 255, form 2; 19 Geo. V,
c. 70, s. 2.